

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication d'Isabelle Falque-Pierrotin (séance du lundi 11 octobre 2010)

Bernard Bourgeois : Ne faudrait-il pas souligner que, si Internet est l'information universelle de tout et de tous à tous, cette information pâtit d'un vice structurel d'Internet, à savoir que tout est mis sur le même plan. Lorsqu'il s'agit des valeurs, le même phénomène se produit et c'est là bien entendu encore plus grave. Cela est lié du reste à l'idée dominante de nos jours que toutes les cultures se valent et que par conséquent, l'information suffit sans qu'il soit besoin d'un quelconque jugement.

Il me semble au contraire que la culture consiste précisément à hiérarchiser les cultures et d'abord la sienne, en s'en libérant d'une façon ou d'une autre. Certes, il semble très démocratique d'affirmer que tout se vaut. Mais si tous les hommes se valent, toutes les cultures ne se valent pas. Il faut le dire avec force, en prenant d'ailleurs la suite du plus grand philosophe des temps modernes qui, dans toute son œuvre, a hiérarchisé les cultures en montrant qu'une certaine culture favorise la liberté et non pas toutes.

Vous avez terminé votre première partie en soulignant que précisément Internet attachait et fixait ceux qui sont informés et guidés par lui à leur propre culture, en d'autres termes qu'Internet jouait un rôle au service du communautarisme. C'est bien pour cette raison que la culture n'est pas cultivée par lui comme elle devrait être, à savoir qu'elle consiste de la part de chacun à adopter une attitude de libération par rapport à sa propre culture, non pour pouvoir échanger avec les autres, mais pour pouvoir converger avec tous les autres dans une commune libération de chaque culture.

Un président de la République a osé dire, il y a quelques décennies, que l'idéal pour l'école consisterait dans la présence, devant chaque élève, d'un ordinateur. Je crois que cela introduisait tout simplement à une phase ultime de la déscolarisation.

*
* *

Yvon Gattaz : Ce qui est frappant chez presque tout le monde, c'est une avidité d'information. Quand j'étais jeune patron, il était de bon ton de dire que tous nos collaborateurs, tous nos cadres manquaient d'information. L'information était considérée comme un fluide visqueux qui suivait les lois de la gravité, qui descendait toujours et ne remontait jamais. Mais l'avidité d'information a fait que l'on est passé de la sous-information à la sur-information. Aujourd'hui, je peux affirmer que, dans les entreprises, tout le monde est trop informé et que la sur-information n'est pas moins pernicieuse que la sous-information. En effet, celui qui reçoit la sur-information doit être en mesure de la trier, ce qui n'est que rarement le cas.

On peut se demander d'où vient que l'information se déverse partout en flots ininterrompus et envahissants. La réponse est simple : cela tient aux moyens techniques, aux faisceaux hertziens et aux câbles. On disait naguère que les faisceaux hertziens seraient vite saturés, mais on a su sortir de l'impasse par l'introduction de tranches de canaux hertziens. En ce qui concerne le câble, on s'est demandé comment on pouvait y faire passer plus d'information. On a alors découvert que l'on pouvait coder l'information et aussi que l'on pouvait la comprimer. La compression,

qui semble sans limites, ajoutée au multiplexage – qui est la possibilité pour l'information de passer simultanément dans les deux sens, contrairement à ce que nous, ingénieurs, avons cru pendant des décennies – fait que la surinformation déferle. Internet est le modèle même de la surinformation déchaînée.

Pensez-vous que cette expansion exponentielle de la surinformation et d'Internet ne devra pas, tôt ou tard, comme toute liberté, être contenue ?

*
* *

Georges-Henri Soutou : Dans les années quatre-vingt-dix, une thèse largement répandue voulait que l'apparition de l'Internet jouât un rôle libérateur fondamental dans les sociétés totalitaires. Cette vision a par la suite rejoint, dans le domaine des relations internationales, une autre vision, celle d'un monde post-national où les États perdraient peu à peu leurs moyens de contrôle face à la montée d'une société civile mondiale (cf. l'article d'Anne-Marie Slaughter, *Foreign Affairs*, janvier-février 2009).

Toutefois, face à cette conception, d'aucuns, dont je suis, ont estimé que les États pouvaient au contraire utiliser Internet pour accroître leurs moyens de surveillance. Cela est du reste facilité depuis quelques années par la puissance développée par les processeurs et par de nouveaux logiciels, puissance utilisée pour analyser très rapidement les données circulant sur le web.

Pensez-vous que l'Internet nous conduit vers une liberté accrue dans un monde post-national ou plutôt vers des États-nations forts, voire trop forts ?

Vous avez prôné quelques mesures à prendre pour éviter les dérives liées à l'Internet. Ne pensez-vous pas que ces solutions n'auront de sens qu'au niveau international et qu'elles devront correspondre à la mise en place progressive d'un système qui tienne compte de tous les facteurs transnationaux irréversibles que nous connaissons, mais qui ne prétende pas pour autant considérer les États comme dépassés, notamment dans leur rôle de vecteurs de démocratie ?

*
* *

Bertrand Saint-Sernin : A-t-on déjà des études sur les effets de l'introduction d'Internet dans les systèmes d'enseignement, tant dans le primaire que dans les universités ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Internet, n'est-ce pas en fin de compte l'avènement du Big Brother d'Orwell, la fin de la vie privée ? Imagine-t-on un roman comme *Les liaisons dangereuses*, par correspondance, sur Internet où tout se sait immédiatement ?

*
* *

Mireille Delmas-Marty : Vous nous avez fort bien montré la tension qui existe autour d'Internet et sans doute pourrait-on faire le même constat à propos des biotechnologies et même de toute nouvelle technologie. C'est en effet à chaque fois plus de chance et plus de risque pour la démocratie.

On pouvait espérer une sorte d'autorégulation ou d'auto-équilibre sur Internet. Dans votre exposé, vous avez associé l'émergence d'une société de surveillance à la date de 2001. Les attentats du 11 septembre ont en effet perturbé l'équilibre de la démocratie Internet. Ce fut un peu comme si Ben Laden nous avait jeté dans les bras de Big Brother. Reste à savoir par quels moyens il serait possible d'établir un contre-pouvoir.

Pourriez-vous nous apporter quelques éclaircissements sur ce que l'on appelle le modèle de gouvernance Internet. Un nouveau modèle de démocratie viendrait-il de la gouvernance Internet, gouvernance sur un territoire mondial virtuel, avec des informations qui circulent en temps réel ?

Il existe une autre tension, que vous n'avez pas évoquée, celle qui se manifeste entre l'effet de standardisation et l'effet de diversification, notamment à travers le problème linguistique. Internet favorise-t-il la communication dans la seule langue anglaise ? Ou permet-il au contraire une diversification par la survie de certaines langues ?

*
* *

Pierre Mazeaud : Votre communication très instructive n'a pas manqué de susciter en moi bon nombre d'inquiétudes. Dans la mesure où Internet véhicule tout et n'importe quoi, il faudra bien un jour, soit sur le plan international, soit sur les différents plans nationaux, trouver des législations efficaces pour éviter les dérives, racisme, xénophobie, voire appel au terrorisme avec parfois des recettes pour fabriquer des engins destructeurs. Comment peut-on éviter ces excès ?

Je m'inquiète car c'est un peu notre culture qui disparaît face à la vague internationale de l'Internet. Or je suis de ceux qui considèrent que la culture est constituée par un ensemble de cultures différentes qu'il y a lieu de hiérarchiser et non de passer au laminoir.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguière : Définissant Internet comme « terrain social », vous avez parlé des espoirs de pratiques démocratiques plus marquées dans des pays comme par exemple la Chine. Vous avez cité le chiffre de 360 millions d'internautes chinois ; en fait, le téléphone portable a fait passer ce chiffre à 800 millions.

A-t-on des études sur l'usage que les gens font d'Internet pour participer à des actions politiques ou simplement exprimer leurs opinions politiques ? Des sondages non gouvernementaux effectués en Chine révèlent que les gens ne recourent à Internet que dans la proportion de 5 à 10% pour discuter de questions en rapport avec la politique. Il apparaît que l'Internet est en fait très majoritairement un outil

social pour des préoccupations affectives ou autres, mais pas un vecteur de débats politiques.

*
* *

Réponses :

En premier lieu, permettez-moi de rappeler qu'Internet est, à la base, un outil technique. Il sera ce que nous en faisons. Il n'est pas en lui-même porteur de valeurs, mais ce sont les un milliard et demi d'utilisateurs, dont 35 millions de Français, qui vont progressivement modeler l'univers numérique.

Par ailleurs, l'ampleur de cet outil technique représente une indéniable rupture par rapport aux technologies précédentes. Certes, Internet est fait d'électronique, de télécommunications et d'un certain nombre de choses connues depuis longtemps. Mais la possibilité pour chacun d'entre nous d'avoir un accès personnel à la force de ces technologies est quelque chose d'entièrement nouveau.

Dire qu'Internet véhicule beaucoup de données, mais pas de connaissances, ni de culture est une évidence. Il y a en effet une grande différence entre les données, l'information – qui est l'analyse de la donnée –, la connaissance – qui est la compréhension de l'information et son organisation – et la culture. Or Internet ne hiérarchise pas ces différents stades. C'est à l'utilisateur de le faire.

C'est pourquoi la formation au numérique m'apparaît fondamentale pour permettre aux individus de trier, de passer de la donnée brute à l'information et à la connaissance. Sur ce point, la France est en retard. Il ne suffit en effet pas d'apprendre aux enfants le maniement technique de l'Internet, mais il faut leur permettre l'apprentissage social et intellectuel de ce nouveau territoire.

Pour ce qui est des valeurs, Internet a pour particularité de nous obliger à repenser notre échelle de valeurs. Il nous amène à nous interroger sur ce qu'est la liberté, ce qu'est la citoyenneté, ce qu'est la propriété intellectuelle et artistique, etc. Je crains, à cet égard, que ne se produise un découplage entre monde physique et virtuel sur un certain nombre de principes. On le voit en matière de propriété intellectuelle. Notre feuilleton national Hadopi montre bien que le rapport à la protection du droit d'auteur est en train de changer en raison des usages sur Internet. Le même phénomène se produit en matière de vie privée. On sent bien que les personnes en ligne ne veulent pas simplement une protection de leurs données personnelles, mais qu'elles veulent également s'exposer et gérer leur publicité personnelle.

Le dilemme est le suivant : devons-nous faire évoluer progressivement notre système de valeurs venu de l'univers physique ou devons-nous persister dans une forme d'enfermement au risque d'une nécrose totale de ce système de valeurs ? Cela nous ramène à un débat démocratique dans la mesure où il ne s'agit de rien d'autre que de savoir ce que nous souhaitons voir prévaloir dans l'univers Internet et sur quelle dimension, nationale, régionale ou mondiale.

Les questions sur la gouvernance sont très importantes car Internet nous impose de repenser notre approche de la gouvernance. En effet, le législateur n'est plus le seul à pouvoir normer les comportements. La régulation de l'Internet est assurément possible, mais à condition de combiner l'outil législatif et réglementaire avec les outils venus des entreprises et aussi ceux qui relèvent de la vigilance individuelle. La régulation sera collective ou ne sera pas !

Je ne partage pas du tout l'idée que la société civile va prendre le pouvoir, mais je crois en revanche qu'il faut que nous soyons collectivement capables de nouer

des partenariats État-entreprises-société civile si l'on veut que le monde de l'Internet reste gouvernable.

Standardisation ou diversification ? Sur Internet, on n'est pas dans une logique alternative mais cumulative. Les deux phénomènes se produisent simultanément. Il y a à la fois le rouleau compresseur de Google qui impose un certain nombre de standards, mais il y a également la possibilité pour des langues relativement rares d'exister, grâce à Internet. Wikipedia s'écrit dans 267 langues.

L'activité politique en ligne a bien entendu été analysée. Une organisation comme Reporters Sans Frontières suit un certain nombre de pays et a constaté par exemple qu'un filtrage est en train d'être mis en place dans plus d'une quinzaine d'entre eux. Pour ce qui est de la France, nous disposons de ce que l'on appelle l'analyse de la blogosphère politique. En réalité, ces blogs sont aujourd'hui quasi officiels. Identifiés par les journalistes eux-mêmes, ils sont régulièrement consultés pour tester les idées qui sont émises.

À propos de la Chine, il est nécessaire de bien comprendre ce que les Chinois sont techniquement en train de faire. L'idée est largement répandue que le gouvernement chinois tente de créer un Internet clos. Mais ce n'est que très récemment que l'on a compris ce qui se passe réellement en Chine. Les Chinois ont selon toute vraisemblance dupliqué le serveur racine de l'Internet (Il existe treize serveurs racines de par le monde) car il constitue la clef de toute la navigation. C'est en effet à travers le serveur racine que l'on peut savoir où est le contenu qui est recherché. Les Chinois auraient constitué un serveur racine pirate capable de donner de fausses informations en fonction des requêtes faites par les internautes. Cette manipulation abusive de l'Internet est très inquiétante pour la démocratie, d'autant que les Chinois ont développé une réelle expertise technique dans ce domaine.

*

* *